

Communiqué de l'équipe gréviste du collège Simone de Beauvoir de Créteil, le vendredi 3 avril :

Le collège Simone de Beauvoir, comme d'autres établissements de l'académie, se voit brutalement retirer son statut de Politique de la Ville (PLV), adossé à la nomenclature Quartier Politique de la Ville (QPV), dès la rentrée 2026.

Cette décision n'est pas anodine : elle bouleverse en profondeur l'équilibre du collège, fragilise ses personnels et met en péril les conditions d'apprentissage des élèves. Car notre public scolaire, issu en grande majorité d'écoles élémentaires classées REP, a besoin d'un encadrement stable et durable. C'est une nécessité absolue pour favoriser la réussite, prévenir les violences et éviter les ruptures avec l'institution scolaire. Jusqu'ici, ce classement permettait aussi de construire, avec la ville, des projets d'accompagnement structurants. Demain, ces dispositifs disparaîtront purement et simplement.

La manière dont cette décision a été annoncée, le 10 mars, sans concertation ni considération, ne fait qu'aggraver la situation. Elle efface d'un trait des années d'engagement et d'ancienneté pour de nombreux collègues alors même que dans notre cas, nous alertions déjà à ce sujet et avions engagé un échange.

Concrètement, les droits liés au classement PLV seront supprimés après la phase du mouvement interacadémique 2026, disparaîtrons :

la bonification de 400 points qui facilitait les choix de mutations,

l'ancienneté spécifique de service qui favorisait nos avancements salariaux.

Plus de la moitié des enseignant·e·s ont rejoint le collège il y a moins de cinq ans et à ce titre ne peuvent donc prétendre à leur bonification. Ce classement a été un facteur déterminant dans leur choix d'affectation. Aujourd'hui, ils et elles découvrent que les droits associés disparaissent, sans transition, sans garantie. Quant aux collègues présents depuis plus de cinq ans, leurs droits acquis s'évanouissent eux aussi après le mouvement inter 2026.

Il faut le dire clairement : cette décision constitue une violence institutionnelle majeure. Elle nie une promesse. Elle rompt un engagement. Elle retire au collège la seule reconnaissance officielle de ses difficultés, tout en affaiblissant les leviers qui permettaient d'y faire face. Elle entrave la mobilité des personnels et freine leur avancement.

Face à cela, nous refusons de nous taire et nous revendiquons :

la réattribution du statut PLV pour notre établissement ;

et dans l'attente de tractation favorable des mesures d'urgences :

la mise en place d'une clause de sauvegarde, sans limite de durée, garantissant le maintien des avantages liés à ce classement, dans le respect des conditions d'affectation annoncées lors des mouvements.

À ce jour, vendredi 3 avril 2026, une très large majorité des personnels est en grève. Ce mouvement n'est pas un geste isolé : c'est un appel, une exigence adressée au rectorat comme au ministère. Nous ne sommes pas seuls, d'autres collègues vivent la même injustice. Comme eux, nous refusons d'être floués, lésés, malmenés.

Et comme eux, nous continuerons à nous mobiliser.

Un mouvement soutenu par :

